

7 février 2014
Journée d'études

ÉTAT D'IMPUNITÉ OU ÉTAT DE DROIT EN HAÏTI ?



13 h 30 - 18 h

1564, rue Saint-Denis (coin de Maisonneuve)
JE-1100 (ancien local de l'ONF)
Métro Berri-Uqàm, Montréal

ENTRÉE LIBRE

7 février 2014

ÉTAT D'IMPUNITÉ OU ÉTAT DE DROIT EN HAÏTI ?

Que signifie véritablement le mot impunité ? Pourquoi faut-il aujourd'hui parler de l'impunité en Haïti ?

L'impunité se manifeste toutes les fois que la société ne sanctionne pas, en fonction des lois existantes, les idées et les pratiques sociales, économiques et politiques illégales et répréhensibles. Une autre forme d'impunité existe quand une société ne se dote pas du cadre légal et des institutions appropriés afin de punir les actes, idées et pratiques que la société juge elle-même condamnables. En empruntant le chemin de l'Histoire, un constat sans équivoque s'impose à tout observateur : la République d'Haïti est dans une situation d'impunité ininterrompue, constamment renouvelée sous des formes multiples, depuis son indépendance. Au pays de la « *bayonèt se fè, konstitisyon se papyè* » signifiant que seules les armes font la loi, ceux qui possèdent le pouvoir économique et politique deviennent des intouchables, à l'abri de tout jugement même pour les crimes les plus insoutenables. Il faut savoir que le déploiement de l'impunité à travers l'Histoire a profondément marqué la société haïtienne, de l'Indépendance à nos jours, et plus particulièrement depuis la dictature duvaliériste. Si bien qu'on constate une banalisation généralisée des crimes et de la corruption dans le pays. Dans ce contexte, il devient plus ardu de rompre cette chaîne d'impunité et d'engager la société haïtienne sur le chemin d'un État de droit. La non-application des lois provoque également l'état profond d'instabilité sociopolitique que connaît Haïti. Cette instabilité politique est le pire ennemi du développement économique. L'impunité généralisée a de nombreuses incidences directes sur la vie économique : par exemple, elle entretient le non-respect des droits de propriété et la concurrence déloyale, et elle encourage les crimes à caractère économique...

Programme de la journée d'études

13 h 30 : Accueil

14 h - 14 h 15

« **Haïti : une histoire d'impunité** » présentation générale par Mme **Marjorie Villefranche**,
directrice de la Maison d'Haïti à Montréal

14 h 15 - 16 h

Présentation et projection du film d'Arnold Antonin « **Le règne de l'impunité** »

par M. **Mouloud Boukala**, *professeur, École des médias, UQAM*

(15 h 35 - 16 h)

Suivi du témoignage de deux victimes de l'impunité introduites par Mme **Maguy Métellus**, animatrice culturelle et membre du *Comité contre l'impunité et pour la justice en Haïti*

16 h : Pause

16 h 15 - 17 h 25

Panel sur l'impunité et l'État de droit animé par M. **Pierre Emmanuel Jean**, journaliste et membre du *Comité contre l'impunité et pour la justice en Haïti*

« **La transition démocratique, de 1986 à aujourd'hui : comment sortir de l'impunité ?** ».

Intervenant : M. **Alain Saint-Victor**, *professeur et historien*

« **Contre l'impunité : le devoir de mémoire et le procès de Jean Claude Duvalier** ».

Intervenants : Mme **Béatrice Vaugrante**, *directrice générale, Amnistie internationale Canada francophone*; Me **Gaël Pétilion**, *conseillère juridique, Avocats sans frontières/Canada*; Me **Jean-Ernst Pierre**, *président directeur général, Radio CPAM*

« **L'impunité, un obstacle au développement socioéconomique d'Haïti** »

Intervenant : M. **Fred Doura**, *Phd, économiste*

« **Le choléra en Haïti ou comment l'ONU renforce l'impunité en Haïti** »

Intervenants : Mme **Junia Barreau**, *MSc, Gestion des PME et économie*; Me **Patrice Florvilus**, *directeur exécutif de Défenseurs des Opprimés (bureau d'accompagnement juridique des victimes du choléra en Haïti)*

Réactions du public

17 h 30 - 17 h 55

Lancement du projet **HAÏTI LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ** par M. **Robert Berrouët-Oriol**, *linguiste-terminologue et poète*

18 h : Clôture de la journée d'études

Responsables de l'activité et renseignements

--Mouloud Boukala (UQAM/CELAT : tél. : 514 987 30 00 poste 5504

--Frantz Voltaire (CIDIHCA) 514 845 08 80

Exposition : **RÉSISTANTS ET MACOUTES**

du 7 au 28 février 2014

organisée par le Cidihca et le Centre N A Rive

au : 6971, rue St-Denis, Montréal (Québec) H2S 2S5 / Téléphone: (514) 278-2157



LAWYERS WITHOUT BORDERS
AVOCATS SANS FRONTIÈRES
ABOGADOS SIN FRONTERAS
Canada



**CENTRE
N A
RIVE**

**AMNISTIE
INTERNATIONALE**



CCIPJH

*Comité contre l'impunité
et pour la justice en Haïti*

